

COMMUNE DE LES CHAVANNES-EN-MAURIENNE

\*\*\*\*\*



ARRETE DU MAIRE

Monsieur le Maire de LES CHAVANNES-EN-MAURIENNE,

Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et notamment son chapitre II – article 13 ;

Vu le décret 2005 – 1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde et pris pour application de l'article 13 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2212 – 1, relatif aux pouvoirs de police du Maire ;

Considérant que les habitants de la commune peuvent être victimes d'accidents ou de désagréments, qu'ils soient d'origine naturels, technologiques, accidentels ou terroristes et qu'il convient, en vertu des devoirs de protection de populations, de pouvoir y faire face ;

Considérant qu'il est important de prévoir, d'organiser et de structurer l'action communale en cas de crise ;

N°36/2025  
Du 12/06/2025

**Arrêté  
d'approbation du  
Plan Communal  
de Sauvegarde**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : le Plan Communal de sauvegarde de la commune de Les Chavannes-en-Maurienne a été débattu et accueilli favorablement par le conseil Municipal du 28/02/2025. La version annexée au présent arrêté est conforme à la législation en vigueur et au décret susvisé.

**ARTICLE 2** : Le Plan Communal de Sauvegarde prend en compte le risque inondation par débordement de l'Arc et ses affluents, ainsi que le risque inondation par ruissellements. En application de la loi et du décret susvisés, il sera le cas échéant étendu à l'autres risques lors de révisions ultérieures.

**ARTICLE 3** : Le Plan Communal de Sauvegarde décrit les actions communales de sauvegarde à réaliser en fonction de différents états de gestion de crise.

**ARTICLE 4** : Le Plan de Sauvegarde comprend une cellule de crise municipale.

**ARTICLE 5** : Le Plan Communal de Sauvegarde annexé est un guide d'actions, il n'a pas vocation à être appliqué à la lettre. Le Maire, en vertu de l'article L2212-3 du Code général des Collectivités Territoriales, demeure juge et responsable des adaptations imposées par les circonstances.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Maire, Monsieur le commandant du SDIS de Saint Jean de Maurienne, Monsieur le commandant de la brigade de Gendarmerie de Saint Jean de Maurienne ; sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7** : Un exemplaire du Plan Communal de Sauvegarde est adressé à Madame la Préfète de Savoie.

Fait à Les Chavannes-en-Maurienne, le 12 juin 2025  
Le Maire,  
Joël CECILLE



*Monsieur le Maire*

*- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté ;  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours- pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication*